

Coups de botte sur l'hexagone

Après l'analyse précédente de quelques incidents diplomatiques, cette seconde partie cherche dans les relations entre la France et l'Italie une illustration de la notion de « crise diplomatique ».

Dans une première analyse, la tension qui a culminé entre les deux nations en début d'année 2019 n'est que le reflet d'un débat idéologique entre le nationalisme, au pouvoir à Rome à cette époque-là, et l'idéologie plus internationaliste représentée alors en France par Emmanuel Macron. Pour nourrir le conflit, il était indispensable de créer de toute pièce de faux enjeux internationaux, en utilisant des thèmes très disparates : projet de ligne de TGV Lyon-Turin, rôle du franc CFA, commémoration de Léonard de Vinci...

La montée en puissance de la querelle et puis sa mise en veilleuse au printemps 2019 ont également trouvé leur expression dans des flux essentiellement symboliques : provocations verbales, convocations et rappels d'ambassadeurs de part et d'autre, puis mise en scène de la réconciliation.

Une analyse plus approfondie fait apparaître des sujets de différends anciens, profonds et durables autour d'enjeux économiques et géopolitiques : la migration, la concurrence entre champions industriels nationaux, le conflit libyen. Ces contentieux survivent au passage de gouvernements différents de part et d'autre des Alpes.

Pour ce qui est des migrations, le passage des populistes au pouvoir à Rome en 2018 et 2019 ne fit qu'inverser les positions des parties prenantes au conflit. Après avoir été dénoncée par Rome pour son attitude frileuse sur la question de l'accueil, la France put alors à son tour endosser le rôle d'accusatrice face à une fermeture devenue italienne. Loin de se cantonner aux salons feutrés des administrations diplomatiques, le conflit s'est matérialisé par un certain nombre d'incidents frontaliers.

La volonté de chaque Etat de défendre ses champions industriels nationaux explique que des opérations de concentration industrielles franco-italiennes ont échoué ou ont donné lieu à des conflits avant de déboucher sur de laborieux compromis. Une querelle éclata, à l'été 2017, entre Paris et Rome avec pour enjeu le contrôle des chantiers navals de Saint Nazaire, après la faillite de la maison-mère coréenne STX. Le projet de fusion entre Fiat-Chrysler et Renault capota en juin 2019, en grande partie victime de la volonté affirmée par l'État français d'en garder le contrôle. Quelle que soit la majorité politique au pouvoir à Rome, les investissements français en Italie suscitent depuis longtemps la méfiance.

Pourtant, ce serait une erreur de réduire la crise diplomatique franco-italienne à l'affrontement d'intérêts économiques nationaux antagonistes. Bien loin d'être toujours au service de la défense de ces intérêts, le conflit finit par se retourner contre eux. Si les flux commerciaux ne semblent pas souffrir de la crise diplomatique, celle-ci crée un climat que les milieux patronaux de part et d'autre des Alpes estiment nuisibles à l'investissement. La communication diplomatique échappe à ses locuteurs ; elle a des effets réels indépendants de leur volonté.

En Libye, les deux pays ont des intérêts pétroliers, ce qui crée les conditions d'une querelle ancienne, transcendant les clivages politiques. Entre 2017 et 2019, Paris et Rome ne soutenaient pas les mêmes acteurs dans ce pays. Les sympathies du ministre français des Affaires étrangères pour le général Khalifa Haftar, maître de la partie orientale, avaient de quoi éveiller la méfiance d'une Italie qui avait choisi le camp du premier ministre Faïez Serraj, installé à Tripoli. Les initiatives diplomatiques françaises, qui laissaient l'Italie à l'écart, suscitaient à Rome un soupçon répandu au-delà des sphères du pouvoir.

En effet et d'une manière plus générale, il serait abusif de ne considérer cette crise que sous l'aspect de joutes verbales hors-sol. En réalité, les peuples en sont affectés. Leur sentiment est influencé par les décisions politiques qui ont des conséquences concrètes pour eux. La politique française de refoulement des migrants s'intègre au vécu des populations frontalières ; dans une histoire à peine plus ancienne, la mémoire italienne a été très fortement marquée par la vague de terrorisme d'extrême-gauche qui frappait le pays durant la décennie 1970. Les Italiens sont sensibles à la question du sort fait par la France aux militants réfugiés sur son sol. On ne saurait exclure enfin

que des épisodes historiques encore plus anciens de la relation franco-italienne marquent la mémoire collective actuelle des deux peuples : la construction de l'unité italienne à la fin du XIXe siècle, le fascisme, l'immigration italienne en France ...

Mais tous ces dossiers ne sont pas étanches : l'expérience accumulée par les acteurs sur chacun d'eux imprègne leurs représentations et contamine celles qu'ils se forment sur les autres sujets.

Cette seconde partie débouche enfin sur une conclusion qui récapitule quelques grandes propositions issues de l'ensemble de l'article :

La diplomatie ne résout les conflits que si l'échange se conjugue au futur. Comme les marchés économiques, les échanges diplomatiques connaissent les effets amplificateurs dus à la spéculation.

La compréhension de la manière dont les incidents ou les crises diplomatiques se dénouent nécessite de prendre en compte avant tout les données internes aux nations parties prenantes : fonctionnement des institutions tant judiciaires que militaires ou policières, état des opinions publiques, rivalités politiques partisans, enjeux électoraux. Il n'y a pas de « diplomatie en soi ».

Cependant, à l'intérieur d'une marge de manœuvre définie par ces données, la parole diplomatique remplit un rôle non négligeable. A côté d'une parole « publique » standardisée ou médiatisée à outrance, il faut prêter la plus grande attention à la parole diplomatique sinon privée, du moins confidentielle, porteuse de discours singuliers capables de davantage d'efficacité parce que débarrassée des contraintes de la posture et de l'art dramatique.